**Chapitre 4. Pourquoi ne juge-t-on pas les enfants délinquants comme des adultes ?**

**Introduction : des mineurs délinquants à protéger ?**

**Document 1. Questionnaire émission « Le centre éducatif fermé, sanction ou protection ? », La série documentaire, France Culture, LE 29/04/2019.**

<https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/les-enfants-enfermes-ou-leducation-sous-contrainte-14-le-centre-educatif-ferme-sanction-ou> : jusqu’à 39’

**Q1**. Qu’est-ce qu’un CEF ? Pourquoi y a-t-on placé ces jeunes filles et pour combien de temps ?

**Q2**. Quelle est l’intention de l’équipe éducative vis-à-vis de ces jeunes filles ? Quels sont les principales missions du CEF ?

**Q3**. Quand ont été créé les CEF ? Quel était le contexte ?

**Q4**. Qu’est-ce que contient l’ordonnance de 1945 ? Quel était le contexte ?

**Q5**. Quel est le milieu social d’origine des jeunes filles placées en CEF ?

**Q6**. Selon l’historienne interrogée, en quoi l’interprétation de la délinquance juvénile a-t-elle changé au cours de ces 40 dernières années ?

**Vidéo en complément** : <https://www.lci.fr/population/mineurs-delinquants-immersion-dans-un-centre-educatif-ferme-2127011.html>

Ce qu’il faut retenir sur les centres éducatifs fermés :

* Un **centre éducatif ……………………………………………………..** (CEF) est, en France, une structure alternative à l'incarcération, créée en …………………………………………………………………… par la loi Perben I du 9 septembre 2002. 8 à 12 mineurs, âgés de 13 à 18 ans multirécidivistes ou multiréitérants peuvent y être placés par un magistrat compétent, à la suite d'actes délictueux ou criminels. Ils visent à prévenir la récidive par la resocialisation des jeunes. L’encadrement en CEF est renforcé, les mineurs y pratiquent des activités éducatives et bénéficient d’un accompagnement scolaire adapté à leur niveau, en vue de leur réinsertion scolaire et professionnelle. Le CEF n'est pas un lieu de détention, mais un lieu de résidence. Il est dit « fermé » car le jeune est obligé d’y résider sous la surveillance permanente des adultes et de respecter les conditions du placement. En cas de non respect des conditions de placement, les mineurs risquent d’être placés dans un établissement pénitentiaire pour mineurs. Source : <http://www.justice.gouv.fr/justice-des-mineurs-10042/programme-de-nouveaux-centres-educatifs-fermes-12917/>
* Il existe d’autres structures de placement pour les mineurs délinquants :
* **Centres éducatifs renforcés – CER**. Ils prennent en charge les mineurs délinquants ou en grande marginalisation dans le but de créer une rupture avec leurs conditions de vie habituelles et de préparer leur réinsertion. Le CER s’adresse davantage aux primo-délinquants. Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=06aee75cM68>
* **Établissements pénitentiaires pour mineurs** – EPM. Ils permettent l’exécution des peines prononcées à l’encontre des mineurs condamnés tout en centrant la prise en charge sur leur éducation. Ils visent à remplacer progressivement les quartiers pour mineurs dans les maisons d’arrêt.

**Document 2. L’ORDONNANCE DU 2 FEVRIER 1945 Exposé des motifs**

Il est peu de problèmes aussi graves que ceux qui concernent la protection de l’enfance, et parmi eux, ceux qui ont trait au sort de l’enfance traduite en justice. La France n’est pas assez riche d’enfants pour qu’elle ait le droit de négliger tout ce qui peut en faire des êtres sains. La guerre et les bouleversements d’ordre matériel et moral qu’elle a provoqués ont accru dans des proportions inquiétantes la délinquance juvénile. La question de l’enfance coupable est une des plus urgentes de l’époque présente. Le projet d’ordonnance, ci-joint, atteste que le Gouvernement provisoire de la République française entend protéger efficacement les mineurs, et plus particulièrement les mineurs délinquants. […]

**Document 3. La reconnaissance de la justice des mineurs comme Principe Fondamental Reconnu par les Lois de la République (PFRLR)**

Trois décisions du Conseil constitutionnel ont conduit à conforter les principes de l'ordonnance de 1945 mais aussi à la modification de la justice pénale des mineurs. Le Conseil constitutionnel (décision du 29/08/2002 n° 2002-461 DC) a dégagé le Principe Fondamental Reconnu par les Lois de la République (PFRLR) de la justice des mineurs (justice autonome). Ce PFRLR comprend les principes suivants : l’atténuation de la responsabilité pénale des mineurs en fonction de leur âge ; la nécessité de rechercher le relèvement éducatif et moral des enfants délinquants par des mesures adaptées à leur âge et à leur personnalité, prononcées par une juridiction spécialisée ou selon des procédures appropriées.

La notion d’intérêt supérieur de l’enfant ou du mineur doit également guider les décisions prises en matière de justice pénale des mineurs.

Ce qu’il faut retenir sur l’ordonnance de 1945 :

Avant même la fin de la Seconde guerre mondiale, le gouvernement provisoire dirigé par le général De Gaulle considère que la question de l’enfance délinquante est une priorité ; les premières phrases du préambule de l’ordonnance du 2 février 1945 sur ce sujet annonce **que « La France n’est pas assez riche d’enfants pour qu’elle ait le droit de négliger tout ce qui peut en faire des êtres sains ».**

Ce texte dans la continuité de l’entre-deux-guerres, **préconise la primauté de ………………………………………………………………… sur le répressif.** Il s’agit d’en finir avec le souvenir des maisons de correction et de la rédemption. Protéger et éduquer le mineur deviennent les priorités.

 L’Etat entend se donner les moyens **de créer une justice des mineurs spécifique avec un magistrat spécialisé : le juge des ……………………………………………………………………………** et des professionnels éducatifs (les éducateurs et éducatrices).

La notion de discernement disparaît du droit pénal des mineurs. Ils bénéficient désormais d'une **présomption d'irresponsabilité**.

Cette volonté politique rencontre un véritable consensus social malgré la hausse des faits de délinquance juvénile. La France n’a pas peur de sa jeunesse.

Cependant, la réforme des institutions est bien plus lente que les médias ne le clament. Il faudra plus de vingt ans pour concilier la philosophie de l’Ordonnance de 1945 et les méthodes éducatives dans les institutions.

 Source : <http://www.justice.gouv.fr/justice-des-mineurs-10042/histoire-de-la-justice-des-mineurs-12891/lordonnance-du-2-fevrier-1945-30886.html>

Le Conseil constitutionnel (décision du 29/08/2002 n° 2002-461 DC) a dégagé le Principe Fondamental Reconnu par les Lois de la République (PFRLR) de la justice des mineurs (justice autonome) qui conforte les principes de l’ordonnance de 1945. Ce PFRLR comprend les principes suivants : **l’atténuation de la responsabilité pénale des mineurs** **en fonction de leur âge ; la nécessité de rechercher le relèvement éducatif et moral** des enfants délinquants par des mesures adaptées à leur âge et à leur personnalité, prononcées par une **juridiction spécialisée** ou selon des procédures appropriées.

**Document 4. Convention internationale des droits de l’enfant**

Article 40-1 : « Les États parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d’infraction à la loi pénale le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l’homme et les libertés fondamentales d’autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci. »

Article 40-3 « Les États parties s’efforcent de promouvoir l’adoption de lois, de procédures, la mise en place d’autorités et d’institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d’infraction à la loi pénale, et en particulier : a - d’établir un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n’avoir pas la capacité d’enfreindre la loi pénale ; b - de prendre des mesures, chaque fois que cela est possible et souhaitable, pour traiter ces enfants sans recourir à la procédure judiciaire, étant cependant entendu que les droits de l’homme et les garanties légales doivent être pleinement respectés. »

**Problématiques** : pourquoi ne juge-t-on pas les enfants comme des adultes ? quelles sont les spécificités de la justice pénale des mineurs ? comment a évolué la justice pénale des mineurs ?

# I. Spécificité de la justice des mineurs : fondements et principes

## A. Qui juge les mineurs délinquants ?

La justice des mineurs concerne les mineurs en danger et les mineurs qui ont commis des actes de délinquance. Dans ces deux domaines, c’est le juge des enfants qui est compétent pour prendre la décision judiciaire.

**Document 1 : Le rôle des juges des enfants**

Vidéo 1 :<https://www.arte.tv/fr/videos/100627-108-A/muriel-eglin-juge-des-enfants-tire-son-portrait/>

Vidéo 2 :<https://www.arte.tv/fr/videos/100627-109-A/c-est-un-departement-attachant/>

Vidéo 3 : <https://www.arte.tv/fr/videos/100627-123-A/lutter-contre-la-prostitution-des-mineurs/>

**Q1**. Quelles sont les deux missions du juge des enfants ?

**Q2**. Concernant les affaires de prostitution des mineurs, quelle est la mission du juge des enfants : réprimer des comportements délinquants ou protéger des victimes ?

**Document 2. Les juridictions pénales pour mineurs**

La loi prévoit que tous les mineurs capables de discernement sont pénalement responsables des infractions dont ils ont été reconnus coupables. Le jugement de ces mineurs délinquants relève exclusivement de juridictions spécialisées : le juge des enfants, le tribunal pour enfants, le tribunal correctionnel pour mineurs et la cour d’assises des mineurs.

Le **juge des enfants** est compétent pour connaître des contraventions de 5e classe et des délits punis d’une peine inférieure à sept ans d’emprisonnement commis par les mineurs. Sa compétence est en réalité facultative, puisqu'il peut toujours choisir de renvoyer le mineur devant le tribunal pour enfants. Dans le cas contraire, le juge des enfants tient une audience dite « de cabinet », au cours de laquelle il ne peut prononcer que des mesures éducatives d’assistance, de surveillance, de placement ou de mise sous protection judiciaire.

Le **tribunal pour enfants (TPE)**, composé du juge des enfants et de deux assesseurs, connaît des délits ou contraventions graves de 5e classe commis par tous les mineurs, ainsi que des crimes commis par les mineurs de moins de 16 ans.

Le **tribunal correctionnel pour mineurs (TCM)**, créé par la loi du 10 août 2011, était une formation spécialisée du tribunal correctionnel, présidée par un juge des enfants, compétente pour juger les mineurs de plus de 16 ans ayant commis, en état de récidive légale, un délit puni d’une peine supérieure à 3 ans. Le TCM a été supprimé par la loi du 18 novembre 2016.

La **cour d’assises des mineurs**, composée de trois magistrats professionnels et de six jurés populaires tirés au sort, connaît des crimes commis par les mineurs de 16 à 18 ans et leurs complices ou coauteurs majeurs. À l’exception d’une publicité restreinte, la procédure est identique à celle suivie devant la cour d’assises de droit commun.

**Document 3. Coulisses d’audience du tribunal pour enfants**

Vidéo : https://www.arte.tv/fr/videos/100627-134-A/coulisses-d-audience-au-tribunal-penal-pour-enfants/

**Q1**. Où sera jugé un mineur accusé d’homicide volontaire âgé de 16 ans au moment des faits ?

**Q2**. Où sera jugé un mineur âgé de 14 ans pour trafic de stupéfiants ?

**Document 4. Assesseur au tribunal pour enfants**

Les assesseurs en tribunal pour enfants sont des citoyens qui assistent le juge des enfants lorsqu’il préside. Ils sont au nombre de deux pour chaque audience. Avant l’audience, **ils consultent les dossiers qui leur ont été confiés.**Pendant l’audience,**ils font poser par le président toutes les questions qu’ils jugent utiles à la compréhension des débats.** Après les débats,**ils délibèrent avec le juge des enfants** jusqu’à obtention d’un accord sur la nature et le contenu des mesures ou des peines à prendre.

Chaque assesseur a **un pouvoir de décision égal à celui du juge des enfants** puisque les décisions rendues au tribunal pour enfants sont prises à la majorité des voix. La décision est prononcée dans la salle d’audience en présence du mineur.

Les assesseurs sont nommés pour quatre ans renouvelables. Avant leur entrée en fonction, ils doivent prêter serment. L’assesseur reçoit par courrier le tableau de service où sont indiqués les dates des audiences, le cabinet où il siégera et le nom de son collègue assesseur. Il aura auparavant émis des vœux sur ses jours de disponibilité.

**Comment devenir assesseur ou assesseure en tribunal pour enfants ?**

**Vous devez :**

-avoir plus de 30 ans

-être de nationalité française

-avoir un casier judiciaire vierge

-résider dans le ressort géographique du tribunal pour enfants près duquel vous déposez votre candidature

-avoir un intérêt pour l’aide aux jeunes en difficulté et la justice des mineurs

**Pour éviter les incompatibilités, vous ne pouvez pas exercer cette fonction si :**

-vous êtes un conjoint, un parent ou un allié jusqu'au troisième degré inclus du magistrat coordonnateur

-vous êtes conciliateur de justice, délégué ou médiateur du procureur de la République, notaire

-vous êtes député ou sénateur

Si vous exercez une activité professionnelle en lien avec l’activité judiciaire, que ce soit en assistance éducative ou au pénal, vous devrez particulièrement motiver votre capacité à adopter un nouveau positionnement.

La fonction d’assesseur est rémunérée et prévue par le Code d’organisation judiciaire en ses articles L 251-3 et suivants. Il est attribué aux assesseurs, les jours où ils assurent le service de l'audience, une indemnité calculée sur le traitement budgétaire moyen, net de tout prélèvement, des juges du tribunal de grande instance dans le ressort duquel le tribunal pour enfants a son siège.

Source : <https://lajusticerecrute.fr/metiers/assesseur-ou-assesseure-en-tribunal-pour-enfants>

**Document 5. L'appel au secours des juges des enfants de Bobigny : "Nous sommes devenus les juges de mesures fictives"**

Dans une tribune qu’ils publient en exclusivité sur France Inter et dans les colonnes du journal Le Monde, les quinze juges des enfants de Bobigny lancent aujourd’hui un cri d’alarme inquiétant, face à la dégradation des dispositifs de protection de l’enfance.

Au Tribunal pour enfants de Bobigny, les quinze juges, onze femmes et quatre hommes, sont tous des passionnés. Ils n’ont pas choisi leur poste au hasard. Au contraire. Dans le département le plus pauvre de France, leurs cabinets de juges sont surchargés par les dossiers de mineurs en danger qu’il faut protéger, et les dossiers de mineurs délinquants. Pas moins d’une vingtaine de mineurs délinquants se sont retrouvés la semaine dernière devant un juge des enfants, au bout de leur garde à vue. Ils avaient entre 14 et 17 ans.

Les affaires pour lesquelles les mineurs délinquants peuvent être mis en examen, et sont passibles de peines de prison, sont souvent les mêmes, à Bobigny : défaut de permis, vols avec violence, trafic de stupéfiants, viol. *"Avant de devenir délinquants, souvent, ils ont été des enfants en danger dans leur famille. Et ils sont toujours en danger. Que le danger soit subi, ou commis"*, souligne **Thierry Baranger, président du Tribunal pour enfants de Bobigny, qui co-signe avec toute son équipe de juges des enfants** **ce texte SOS intitulé "Mineurs délinquants, mineurs en danger : le bateau coule !"**

Les mots des juges sont pesés. Et terriblement affolants. *"Nous sommes devenus les juges des mesures fictives"*, écrivent-ils. Pour les mineurs délinquants, les jugements prononcés ne sont notifiés qu’au bout d’un an, environ. Un délai qui *"ôte véritablement aux jugements leur sens, dans un département où les actes de délinquance sont nombreux"* s’inquiètent les magistrats, dans leur tribune collective.

**Jusqu'à 18 mois d'attente pour 900 enfants en danger**

Ce qui les inquiète le plus, c’est la situation des enfants en danger. *"Nous devons répondre à l’exigence de protection des enfants"*, rappellent les juges, *"des enfants, parfois très jeunes, que leur situation met en péril : violences physiques, sexuelles, psychologiques, délaissement parental, négligences dans les soins et l’éducation. La loi nous permet, dans les cas où une séparation s’impose, de retirer l’enfant de son milieu familial"*, écrivent-ils. Et dans les cas de maltraitance grave, le placement a toujours lieu en urgence, pour sauver un enfant d’un parent violent.

**"Nos mesures n'ont plus de sens"**

Le placement auprès de l’Aide sociale à l’enfance se fait heureusement sans délai. Mais c’est pour toutes les autres situations, que la prise en charge des enfants devient catastrophique, dans des délais d’attente aussi absurdes qu’affolants, par manque de moyens, dans le secteur éducatif. *"Il s’écoule jusqu’à dix-mois entre l’audience au cours de laquelle la décision est prononcée par le juge des enfants et l’affectation de suivi à un éducateur. Près de 900 mesures, soit 900 familles, sont attente"* s’inquiètent les juges des enfants de Bobigny.

"*Ce qui veut dire qu’un enfant reste un an et demi de plus en situation de danger et de difficulté, alors qu’un juge des enfants l’a rencontré et a constaté qu’il était dans cette situation"*, se désole Magali Lavie-Badie, l’une des juges signataires. Elle ajoute que cette attente démesurée avant la prise en charge par un éducateur aboutit à un changement de pratique totalement anormal pour les juges.

En temps normal, ils prononcent souvent leurs décisions d’assistance éducative pour un an, et revoient la famille suivie au bout d’un an, pour un bilan. Mais au bout d’un an, ils constatent maintenant que la mesure n’a pas commencé. *"Nos mesures n’ont plus de sens, et nous nous sentons une responsabilité de le dire à nos concitoyens"*, insiste Claire Paucher, une autre juge des enfants. Et elle ajoute : *"la société de demain le paiera"*.

Dans leur tribune, les juges écrivent que *"des enfants mal protégés, seront davantage d’adultes vulnérables, de drames humains, de personnes sans abri et dans l’incapacité de travailler. Ce seront davantage de coûts sociaux, de prises en charge en psychiatrie, et ce n’est plus à prouver, de passages à l’acte criminel"*. Ces juges, dont certains s’occupent aussi des enfants de retour de Syrie et d’Irak, rappellent que *"le meilleur rempart à la violence extrême, y compris terroriste, est une politique efficace des violences précoces et de protection des enfants qui en sont victimes".*

*"Notre alerte est un appel au secours"*, concluent les quinze juges des enfants de Bobigny.

Source : France Inter, « L'appel au secours des juges des enfants de Bobigny : "Nous sommes devenus les juges de mesures fictives" », publié le 5 novembre 2018

**Q1**. Que dénoncent les juges des enfants du tribunal de Bobigny ?

**Q2**. Quel lien est effectué entre les mineurs en danger et les mineurs délinquants ?

## B. Comment sera jugé un mineur délinquant ?

**Document 6. Responsabilité pénale des mineurs majorité pénale**

Un mineur délinquant risque principalement d'être sanctionné par une mesure à vocation éducative plutôt que par une peine (amende, travail d'intérêt général, prison). Parce qu'il est âgé de moins de 18 ans, âge de la majorité pénale, sa responsabilité est atténuée par rapport à celle d'un majeur. S'il est âgé de moins de 13 ans, la loi estime que le mineur n'est pas capable de discernement. Ainsi, la sanction du mineur est prise en fonction de son âge et de sa situation.

**Il faut distinguer responsabilité pénale et majorité pénale.**

La responsabilité pénale est l'âge à partir duquel un mineur peut être déclaré coupable d'une infraction: Acte interdit par la loi et passible de sanctions pénales.

La loi estime que la responsabilité pénale d'un mineur peut être engagée à partir de 13 ans.

En dessous de cet âge, la loi considère qu'un mineur n'a pas la capacité de comprendre les conséquences de ses actes (discernement). De ce fait, il ne pourra pas être reconnu coupable d'une infraction.

La majorité pénale est l'âge à partir duquel l'auteur d'une infraction est considéré comme un adulte et ne peut pas bénéficier de l'excuse de minorité (c'est-à-dire de l'adoucissement de peine). La majorité pénale est fixée à 18 ans.

En pratique, tout mineur peut avoir à rendre des comptes devant la justice et être présenté devant un juge. Celui-ci évalue si le mineur a agi avec discernement et s'il peut faire l'objet de poursuites pénales.

Cependant, en dessous de 18 ans, l'auteur d'une infraction ne peut pas être sanctionné comme un adulte. Il ne peut pas non plus être jugé par un tribunal ordinaire (exemple : tribunal judiciaire). Il relève du juge des enfants ou d'un tribunal pour mineur (tribunal pour enfants). Les sanctions et mesures applicables dépendent de son âge.

À savoir : les parents sont responsables civilement des fautes de leur enfant mineur. L'indemnisation de la victime sera à leur charge. Cependant, dans certains cas, la responsabilité de l'État peut être engagée, par les victimes, à la place de celle des parents du mineur.

En principe, un mineur de moins de 13 ans ne peut pas faire l'objet de poursuite. La loi présume qu'il n'est pas en capacité d'apprécier avec justesse une situation. On parle de *présomption de non discernement*.

Pour que le procureur puisse prononcer une mesure alternative aux poursuites, l'enquête devra avoir alors démontré que le mineur répond aux 3 conditions suivantes :

-Il est en capacité de comprendre ce qu'il a fait

-Il n'en avait pas l'intention

-Il comprend le sens de la procédure dont il fait l'objet

Ainsi, il pourra renverser ce que l'on appelle *la présomption de non-discernement*.

Si le procureur de la République décide de poursuivre le mineur et qu'il saisit le juge des enfants, celui-ci devra se pencher à nouveau sur cette présomption. Il devra démontrer, à son tour, que les 3 conditions précitées sont réunies. S'il y parvient, le juge des enfants pourra **uniquement** prononcer des mesures éducatives à l'encontre du mineur, ce dernier **ne pouvant pas** faire l'objet de mesures limitant sa liberté.

Source : Service Public, « Mineur délinquant : mesures et peines encourues » : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1837>

**Document 7. Réforme de la justice des mineurs : interview de Josiane Bigot, Magistrate,** 18 février 2021

**«**Pour ma part, je tiens beaucoup à l’idée d’une irresponsabilité pénale pour les mineurs de moins de 13 ans, parce que je crois qu’il faut accepter que quelle que soit la gravité des actes commis par certains enfants, ils restent avant tout des enfants. Ils ne sont pas des criminels en puissance si nous les traitons en tant que tels et si effectivement on affirme que l’on peut agir de manière éducative avec eux, qu’on peut leur permettre de changer de comportement. Je crois que c’est réellement  une posture qu’il faut avoir. Et c’est d’ailleurs ce même principe qui est inscrit dans tous les textes internationaux, pas seulement la Convention Internationale des Droits de l’enfant, mais bien dans tous les textes internationaux, que ce soient les règles de Beijing, de Ryad, ou tous ceux adoptés depuis des années par les instances internationales. Ils ne fixent certes pas un âge d’irresponsabilité pénale pour les mineurs  – ces textes ne prétendent d’ailleurs pas fixer cet âge à 13 ans  – mais ils rappellent tous la nécessité pour chaque Etat de fixer un âge en-dessous duquel il ne sera pas question de dire qu’un enfant est pénalement responsable. Certains pays sont allés très loin et l’ont fixé à 16 ans. D’autres sont allés moins loin et ont préféré le fixer à 10 ans. »

Source : https://www.themis.asso.fr/reforme-de-la-justice-des-mineurs-interview-de-josiane-bigot/

**Q1**. Rappels : à quel âge est fixée la majorité pénale ? à quel âge est fixée la responsabilité pénale ? Comment les distinguer ? à quel âge est fixée la responsabilité civile ?

**Q2**. Qu’est-ce que la présomption de non discernement ? A quel âge est-elle fixée ?

**Document 8. Les mineurs délinquants dans la procédure pénale**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **En deça de 10 ans** | **10 à 13 ans** | **13 à 16 ans** | **16 à 18 ans** |
| **Garde à vue** | Impossible | Rétention 12 h sur autorisation du juge, seulement s'il est soupçonné d'avoir commis ou tenté de commettre un délit ou crime puni d'au moins 5 ans de prison.  Un avocat doit être **obligatoirement** désigné pour assister le mineur.  Un médecin doit être **obligatoirement** désigné pour rencontrer le mineur dès le début de la retenue.  Tout interrogatoire de mineur fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel. | Possible.  Dès le début de la garde à vue, le mineur doit être assisté par un avocat et être examiné par un médecin.  La garde à vue a une durée initiale de **24 heures.** Elle peut être prolongée de **24 heures supplémentaire maximum** uniquement si l'infraction concernée est punie d'au moins 5 ans de prison. Cette prolongation se fait sur autorisation du magistrat chargé de l'enquête.  Tout interrogatoire de mineur fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel. | Possible.  Dès le début de la garde à vue, le mineur doit être assisté par un avocat et être examiné par un médecin.  La garde à vue a une durée initiale de **24 heures.** Elle peut être prolongée de **24 heures supplémentaire maximum** uniquement si l'infraction concernée est punie d'au moins 5 ans de prison. Cette prolongation se fait sur autorisation du magistrat chargé de l'enquête.  Tout interrogatoire de mineur fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel. |
| **Détention provisoire** | Impossible | Impossible | Le placement temporaire en prison ne peut être prononcé que dans 2 situations :  -Le mineur ne respecte pas ses obligations et/ou interdictions (*contrôle judiciaire*) qui lui ont été fixées par le juge et le rappel ou l'aggravation de ces obligations ne suffisent pas  -Le mineur est soupçonné d'un *crime*  Détention en quartier pour mineurs | Le mineur peut être placé temporairement en prison (*détention provisoire*) s'il risque l'une des peines suivantes :  -Peine de prison pour *crime: Infraction la plus grave punissable par une peine de prison (homicide volontaire ou viol par exemple)*  -Peine de prison égale ou supérieure à 3 ans pour un *délit: Infraction jugée par le tribunal correctionnel et punie principalement d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement inférieure à 10 ans*  Le mineur peut également être placé temporairement en prison en cas de non-respect de la série d'obligations et/ou d'interdictions (contrôle judiciaire) ou de l'obligation de rester chez soi, fixée par le juge quelle que soit la peine qu'il risque.  Détention en quartier pour mineurs |
| **Sanctions et peines** | Remise aux parents.  Mesures d'*assistance éducative.* | **Mesures éducatives** (remise aux parents, admonestation = Réprimande solennelle du juge des enfants adressée à un mineur délinquant)  **Sanctions éducatives**(réparation, interdiction de certains lieux ou contacts, stage de formation civique, placement en établissement de formation ou d’éducation, placement sous la surveillance d'un éducateur, etc) | Mêmes mesures que pour les mineurs de 10 à 13 ans + **placement en institution d’éducation corrective** (CER ou CEF). | Mêmes mesures que pour les mineurs de 13 à 16 ans + **travaux d’intérêt général** (TIG) + **Peines avec excuse de minorité** : la peine ne peut être supérieure à la moitié de la peine encourue par les majeurs. |

Source : Service-Public.fr

**Etude de cas 1 :**

Au total, quatre mineurs ont été mis en examen jeudi pour tentative de meurtre (pour l’un d’entre eux), complicité (pour un autre jeune homme) et violences aggravées (pour les deux autres) après la rixe entre deux bandes d’adolescents qui avait fait deux blessés graves à Champigny-sur-Marne ( Val-de-Marne), a indiqué jeudi le parquet de Créteil, sollicité par l’AFP.

Début mars, deux groupes de jeunes originaires de deux quartiers de Champigny-sur-Marne, près de Paris, s’étaient affrontés en pleine rue à coups de couteau et de poings. Un jeune de 14 ans avait été grièvement blessé et s’était vu attribuer 21 jours d’incapacité temporaire de travail (ITT) tandis qu’un autre mineur d’un quartier rival, âgé de 16 ans, avait lui eu 45 jours d’ITT après avoir été placé dans un coma artificiel. Selon une source policière, il a eu « une chance inouïe de s’en tirer ».

Deux adolescents avaient été mis en examen dans la foulée avant que cinq nouvelles interpellations aient lieu mardi. Quatre de ces jeunes ont été présentés jeudi à un juge d’instruction, qui les a mis en examen.

Selon une source proche de l’enquête, l’adolescent poursuivi pour tentative de meurtre, âgé de 16 ans, a reconnu avoir porté des coups de couteau à la victime qui avait été plongée dans le coma.

Selon cette même source, un autre jeune, poursuivi pour complicité de tentative de meurtre, est soupçonné d’avoir donné le couteau à celui qui aurait porté les coups. Deux autres sont poursuivis pour violences aggravées.

Source : https://www.europe1.fr/societe/rixe-dans-le-val-de-marne-un-adolescent-mis-en-examen-pour-tentative-de-meurtre-4038926

Ou : https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/03/14/cinq-adolescents-mis-en-examen-pour-des-violences-aggravees-sur-des-garcons-de-12-ans-a-creteil\_6073041\_3224.html

**Répondez aux questions à partir des documents 6, 7 et 8 :**

**Q1**. Identifiez les faits.

**Q2**. Comment nommer les adolescents à ce stade de la procédure ?

**Q3**. Peuvent-ils considérés comme responsables sur le plan pénal ?

**Q4**. Ces adolescents peuvent-ils être placés en garde à vue ?

**Q5**. Ces adolescents peuvent-ils être placés en détention provisoire ?

**Q6**. Quelles sanctions peuvent s’appliquer aux adolescents s’ils sont reconnus coupables ?

Le parquet a requis le placement en détention provisoire du jeune accusé de tentative de meurtre. Un juge des libertés devait statuer dans la soirée de jeudi. Les autres mis en examen ont été libérés et placés sous contrôle judiciaire, avec interdiction notamment de se rendre à Champigny.

**Document 9. La marche comme peine alternative pour les jeunes délinquants**

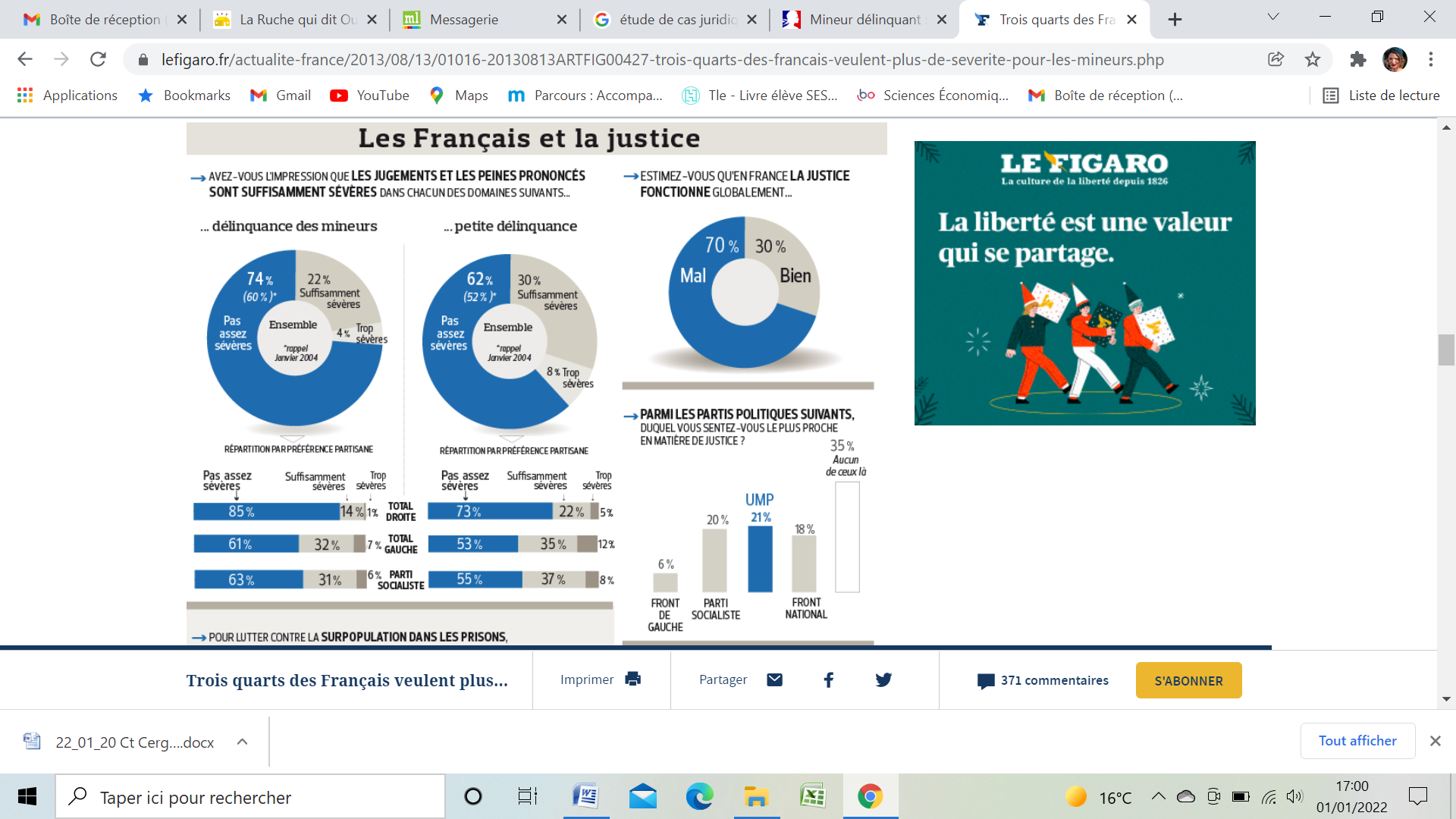
Vidéo :<https://www.francetvinfo.fr/societe/justice/justice-la-marche-comme-peine-alternative-pour-les-jeunes-delinquants_2643762.html>

**Q1**. En quoi consiste la sanction éducative prononcée à l’encontre de ce jeune ? Qu’en pensez vous ?

# II. Comment a évolué la justice pénale des mineurs ?

## A. Une justice des mineurs trop laxiste ?

**Document 10. « Trois quarts des Français veulent plus de sévérité pour les mineurs »**



Source : Sonde IFOP pour le Figaro, Publié le 13/08/2013, « Trois quarts des Français veulent plus de sévérité pour les mineurs » : https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/08/13/01016-20130813ARTFIG00427-trois-quarts-des-francais-veulent-plus-de-severite-pour-les-mineurs.php

**Q1**. Que révèle le sondage sur l’opinion des Français concernant la justice des mineurs ? Faîtes le lien avec les constats de l’historienne interrogée dans l’émission.

**Document 11. Une justice des mineurs qui se rapproche de celle des adultes ?**

Les textes qui l'ont modifiée ou complétée ont dans un premier temps renforcé l'esprit de l'ordonnance de 1945. Par la suite, ils ont **atténué la portée de ses principes** (excuse de minorité et primauté de l'éducatif). Le texte des lois s'est alors recentré sur le **délit**et la réponse – c'est-à-dire la **sanction**– à y apporter.

À partir des **années 1990**,la justice pénale des mineurs se durcit, entre autres en réaction à l'actualité et suite à l'émergence de doctrines sécuritaires ("tolérance zéro", expérimentée à New York). Dès 1994, la justice pénale des mineurs se recentre sur la**responsabilité pénale** et les mesures d'enfermement (lois Perben et Dati) :

* **rétention judiciaire pour les moins de 13 ans** mise en place (1994) : à partir de 10 ans, le mineur peut être entendu par la police ou la gendarmerie dans le cadre d'une mesure de retenue.
* création des **centres éducatifs renforcés**(1996), des**centres éducatifs fermés**et des **établissements pénitentiaires pour mineurs** (2002) ;
* possibilité de **comparution** devant le juge des enfants **sans instruction préalable** (1996) ;
* reformulation par la loi du **principe de responsabilité** du mineur en le fondant sur le discernement et non plus sur l'âge (2002) ;
* création de**sanctions éducatives** pour mineurs de plus de 10 ans (2002) ;
* élargissement des **exceptions à l'excuse de minorité** pour les mineurs de 16 à 18 ans (2007) ;
* non application du **principe de l'atténuation de la peine** pour les mineurs entre 16 et 18 ans en cas de deuxième récidive pour certains délits (2007) ;
* établissement du **tribunal correctionnel pour mineur** (2011).

Source : Vie publique.fr, « La justice pénale des mineurs face à la délinquance juvénile » <https://www.vie-publique.fr/eclairage/281587-la-justice-penale-des-mineurs-face-la-delinquance-juvenile>

**Q1**. Pourquoi peut-on parler d’une remise en cause des fondements de l’ordonnance de 1945 depuis les années 1990 ?

**Document 12.** **Les centres éducatifs fermés, « antichambres de la prison »**

**A mi-chemin entre le foyer et la prison, le centre éducatif fermé (CEF) tend à s’imposer comme la principale mesure de prise en charge des adolescents en conflit avec la loi. Mais alors qu’ils sont présentés comme une alternative à l’incarcération, les CEF ressemblent plutôt à des « antichambres de la prison ».**

Depuis leur création, le nombre de jeunes placés en CEF n’a cessé de croître à mesure que les centres ouvraient, jusqu’à atteindre 487 enfants placés au 31 décembre 2018(4)… alors que la délinquance est stable(5), et sans que ces placements de plus en plus nombreux n’entraînent une diminution du nombre de mineurs détenus (voir graphique). Au contraire même : le nombre de mineurs emprisonnés augmente lui aussi depuis une dizaine d’années. 

« Jusqu’au début des années 2010, on était vraiment sur des profils de multirécidivistes et auteurs de crimes. Mais le placement en CEF s’est beaucoup banalisé, aujourd’hui il y a un peu tous les profils en CEF », observe un éducateur qui travaille à la permanence éducative d’un tribunal. L’offre de places en structure d’hébergement classique s’étant raréfiée ces dernières années, les éducateurs auraient tendance à proposer aux juges des enfants un placement en CEF quand les foyers sont saturés et que l’hébergement dans la famille est impossible, comme c’est notamment le cas pour les mineurs non accompagnés. Autre cas de figure : « Si ça se passe mal en foyer, que le jeune fugue régulièrement et pose des problèmes de comportement, on l’envoie en CEF, explique Alexia Peyre, du SNPES-PJJ-FSU, l’un des syndicats des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse. Ce n’est pourtant pas forcément un grand récidiviste, simplement un jeune qui n’a pas su s’adapter au foyer. »

[…] Dans ces établissements, la fuite est matériellement possible. En réalité, « ce qui caractérise les CEF, c’est la notion de fermeture juridique », explique-t-il. Le placement dans ces établissements se fait obligatoirement dans le cadre d’une mesure probatoire, qu’il s’agisse d’un contrôle judiciaire, d’un sursis avec mise à l’épreuve ou d’un  
aménagement de peine. Des mesures susceptibles d’être révoquées par le juge en cas de manquement du jeune à ses obligations, qui finira alors en prison. La fermeture repose donc sur la « menace d’incarcération qui pèse sur les jeunes s’ils ne respectent pas les conditions de leur placement en CEF, en particulier s’ils fuguent », analyse Nicolas Sallée.

Placé en CEF pour une durée de six mois renouvelable une fois, l’adolescent va faire l’objet d’une « action éducative renforcée ». Concrètement, la prise en charge est organisée en trois phases : un premier module est consacré à l’évaluation du mineur, que ce soit de son niveau scolaire, de son état de santé ou de sa personnalité. Durant cette première phase, qui peut durer deux mois, les jeunes ne bénéficient généralement d’aucune autorisation de sortie. Le deuxième module est consacré à la mise en oeuvre du projet éducatif construit à partir de l’évaluation. Les jeunes peuvent alors être amenés à faire des stages à l’extérieur du centre, et être autorisés à passer certains week-ends dans leur famille. La troisième phase est davantage tournée vers l’extérieur en vue de la préparation à la sortie, pour « prévenir la rupture des rythmes de vie induite par la fin du placement afin d’éviter qu’elle ne soit source de réitération du comportement délinquant ».

**La discipline par la menace de la prison**

Problème : le passage d’une phase à l’autre n’est, dans la plupart des CEF, pas automatique, mais conditionné au comportement du jeune. Cette approche comportementaliste, selon laquelle « le jeune qui se plie à toutes les demandes se voit octroyer davantage de droits », semble tout droit tirée de l’univers pénitentiaire, observe la Commission nationale consultative des droits de l’homme (CNCDH). Implication concrète de cette logique, « le gamin qui ne respecte pas le cadre, ne participe pas aux activités, a un comportement déviant, reste au niveau 1. Donc il ne sort jamais des six mois », raconte Laurent, qui a travaillé dans deux CEF du sud de la France. Même dans la deuxième et la troisième phase, le retour en famille est souvent considéré comme un avantage, que le jeune se doit de mériter par une participation assidue aux activités et un comportement exemplaire. « Ce système de carotte marche parfois, notamment avec les plus jeunes, parce qu’ils voient qu’ils ont des bénéfices à faire les activités, qu’ils vont pouvoir passer à un autre niveau, avoir des sorties le weekend, explique Laurent. Surtout, ils savent qu’inversement, quand ils ne participent pas, n’ont pas le bon comportement, des notes d’incidents sont écrites par les éducateurs. Ces notes remontent au magistrat, qui peut très bien décider de mettre fin au placement parce qu’ils ne respectent pas le cadre obligatoire », déplore l’éducateur. « […] Ce qui marque les formes d’accompagnement dans ce type de dispositif, c’est la menace de l’incarcération », analyse le sociologue Nicolas Sallée. Le CEF est ainsi le lieu d’une forme d’éducation à la fois sous contrainte (pénale) et par la contrainte, loin des approches classiques fondées sur la recherche de l’adhésion.

En outre, les jeunes étant sous le joug d’une mesure probatoire, « les éducateurs endossent, malgré eux, un rôle de contrôleur judiciaire, qui transforme inévitablement leur relation avec le mineur », souligne la CNCDH. « On est toujours dans le rappel à la règle, des obligations, ce qui fait qu’on est en permanence dans l’affrontement avec les gamins », confirme Laurent. Première des interdictions auxquelles sont soumis les jeunes, celle de sortir de l’établissement. Si bien que le travail des éducateurs est aussi « de plus en plus assujetti à une logique de surveillance », complète Nicolas Sallée. Une logique qui peut donner lieu à des dérives, certaines équipes en venant à exercer un contrôle exorbitant sur les jeunes.

**Mesures d’inspiration pénitentiaire**

À l’issue de sa visite du CEF de Sainte-Menehould, en juin 2017, le Contrôle général des lieux de privation de liberté (CGLPL) dénonce ainsi « des atteintes au droit à l’intimité des mineurs ». Il évoque l’amplitude extravagante du temps collectif soumis à la surveillance des éducateurs, « de 8h à 21h30 sans discontinuer ». Ou encore l’impossibilité pour les jeunes d’aller aux toilettes sans qu’un éducateur les accompagne, toutes les portes étant fermées à clé (le CGLPL précise qu’il est en revanche impossible de fermer de l’intérieur les WC, si bien qu’un éducateur doit rester à l’extérieur pour s’assurer que l’intimité du jeune soit « préservée »). Le CGLPL dénonce aussi le contrôle exercé sur les appels téléphoniques passés par les jeunes, ou encore celui de leurs courriers – des pratiques constatées dans d’autres CEF qui ne sont pas sans rappeler l’univers pénitentiaire. Plus inquiétant encore : dans le CEF de Sinard notamment, les jeunes sont soumis à des fouilles à nu de façon systématique. Pourtant, à la suite de dérives similaires constatées dans d’autres établissements, la direction de la PJJ avait diffusé en novembre 2015 une note visant à proscrire le déshabillage intégral des mineurs. Cette contrainte exercée sur les corps des adolescents placés peut aussi prendre la forme de pratiques de contention. Un procédé « considéré comme nécessaire, voire incontournable par de nombreux cadres et professionnels des CEF », alertaient plusieurs corps d’inspection à l’issue d’une mission d’évaluation, en 2015. […] Et précisait : « [Les mineurs] subissent des techniques d’usage de la force issues des arts martiaux, décrites en sept étapes, consistant à faire perdre ses appuis au jeune avant de le plaquer au sol. Des risques de blessure existent, tant du côté du personnel que du côté des mineurs. Les contrôleurs ont recueilli des déclarations relatives à des violences de la part de certains éducateurs par plaquage au sol de jeunes récalcitrants. Une jeune fille a eu des hématomes mais a été incitée à ne pas porter plainte. »

**« Cocotte-minute »**

Dans leur rapport de 2015, les corps d’inspection rapportaient que 82 incidents violents avaient été comptabilisés par l’administration centrale dans les CEF en 2014 : parmi eux, « huit faits signalés impliquaient des professionnels dans des faits de violences sur des mineurs, dont la moitié dans le même CEF, principalement des contentions injustifiées ou brutales », précisaient les inspections. « Les CEF, c’est un huis-clos où la violence est très présente, confirme Laurent. Entre les jeunes déjà. Dans l’un des CEF où j’ai travaillé, il y avait par exemple un rite de passage : le dernier arrivé au CEF devait se battre contre celui qui était considéré comme le plus faible du groupe, et établissait ainsi son rang. Les éducateurs peuvent être pris de court par cette violence, et réagir en miroir, avec de la violence. » Il faut dire qu’avec 80 % de contractuels, le personnel est, dans la plupart des CEF, souvent inexpérimenté. « Quand j’ai pris mon premier poste en CEF, la moitié de l’équipe, c’était de jeunes éducs tout juste sortis d’école, comme moi. L’autre moitié, c’était des contractuels non qualifiés, décrit Laurent. On se retrouve dans des lieux où il n’y a pas de transmission possible avec des collègues plus expérimentés, alors qu’on doit accompagner les gamins les plus carencés, qui ont mis en échec les autres formes de placement, ou qui ont commis des actes parfois très graves. » Des jeunes qui sont, en outre, non seulement soumis à des règlements souvent très stricts, mais aussi confinés vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jour sur sept, « sans aucun sas, aucune possibilité pour eux de s’évader un peu » : « Le CEF, c’est une cocotte-minute », résume Laurent. Dans cet univers sous pression, les situations peuvent « dégénérer très rapidement », abonde la CNCDH.

**Marche-pied vers la prison**

Au total, de nombreux jeunes « ne tiennent pas le placement », comme disent les professionnels, et la mesure est très souvent révoquée. Laurent se souvient du cas d’un jeune que ses pairs persécutaient, pensant qu’il les avait « balancés ». « Un jour, au moment de l’ouverture des chambres, ils l’ont enfermé dans les toilettes et ont uriné sur son lit. Le gamin, il n’a pas tenu, il a piqué la voiture du CEF et il a fugué. Et il s’est retrouvé incarcéré pour ça. » Aussi surprenant que cela puisse paraître, il n’existe officiellement aucune donnée sur le nombre de placements révoqués qui se soldent par une incarcération. Un indicateur toutefois : en 2016, la durée moyenne des séjours s’est élevée à 3,9 mois, loin des six mois théoriques. Pour des parlementaires auteurs d’un rapport sur les mineurs enfermés, il semble clair qu’« un grand nombre de placements se concluent en incarcération », notamment « suite à des comportements problématiques ou violents (fugues répétées, incidents divers) » au sein du CEF. Un constat partagé sur le terrain. « Dans l’un des CEF où j’ai travaillé, le placement moyen était de deux mois, témoigne Laurent. Parce qu’il y avait un nouvel acte délictueux, ou une agression sur un éduc, ou plusieurs fugues… Un CEF, quand vous ne le terminez pas, c’est que vous finissez en prison. » Il conclut, amer : « En fait, on était juste un accélérateur d’incarcérations. »

*par Laure Anelli*

**Une prise en charge éducative inégale suivant les structures**En 2018, une mission d’information parlementaire se penchait sur la réinsertion des mineurs enfermés(1). Il ressort de son rapport qu’avec vingt-sept professionnels (dont un enseignant et un à deux professionnels de santé) pour une douzaine de jeunes, le niveau d’encadrement en CEF fait de cette mesure de placement le dispositif le plus coûteux de la protection judiciaire de la jeunesse – environ 690€ par jour et par jeune en 2018. En théorie, les CEF se caractérisent par une prise en charge intensive : les jeunes doivent bénéficier d’un panel diversifié d’activités quotidiennes – « sportives, culturelles, d’éducation ou de détente » – et d’au moins quinze heures d’enseignement hebdomadaires. La prise en charge visant un retour dans la formation ou l’emploi, « une place importante est donnée à la découverte des métiers et des gestes professionnels », soulignent les sénateurs.  
Mais en pratique, la qualité de la prise en charge varie beaucoup d’un établissement à l’autre, jugent-ils. Les limites du travail d’insertion mené en CEF sont nombreuses, et étaient déjà pointées par plusieurs corps d’inspection en 2015(2) : équipes en sous-effectif, personnel insuffisamment qualifié ou compétent, « déficit d’activités éducatives », « structuration insuffisante des emplois du temps », nombre trop limité d’activités techniques, volume horaire hebdomadaire d’enseignement scolaire « rarement atteint »… Entendue par les parlementaires, Catherine Pautrat, inspectrice générale de la justice, rappelait que les CEF « sont fragiles par définition ». Pour la magistrate, la réussite de ces structures dépend de plusieurs facteurs qui se cumulent : « qualification et cohésion de l’encadrement, structure de l’établissement et des procédures de référence, environnement propice à l’insertion, etc. À partir du moment où l’un de ces critères n’est pas rempli, le CEF ne fonctionnera pas », estime-t-elle. Si le rapport souligne que certains centres « jouissent d’une bonne réputation et semblent obtenir des résultats favorables », il rappelle aussi les constats de la CNCDH(3) : en 2016, « 20 % des CEF associatifs(4) ont connu des dysfonctionnements (fermeture administrative, réduction de la capacité autorisée…) ». Et en 2017, « les cas recensés uniquement dans la presse permettent de souligner la fermeture d’au moins six CEF ». Autre problème pointé par les parlementaires : l’absence d’éléments statistiques permettant d’évaluer les CEF et les conséquences du placement en matière de réitération et de réinsertion. Une absence dont s’étonnent les sénateurs, « compte tenu du coût et du caractère controversé du dispositif ».  
(1) Sénat, Rapport d’information fait au nom de la mission sur la réinsertion des mineurs enfermés, septembre 2018.  
(2) IGSJ-IGAS-IPJJ, Rapport sur le dispositif des CEF, juillet 2015.  
(3) CNCDH, Avis sur la privation de liberté des mineurs, 27 mars 2018.  
(4) Sur les 52 CEF existants, 17 sont publics, 35 sont gérés par des associations habilitées.

Source : Observatoire international des prisons, « Les centres éducatifs fermés, « antichambres de la prison », Ecrit le 19 novembre 2019 : <https://oip.org/analyse/les-centres-educatifs-fermes-antichambres-de-la-prison/>

**Q1.** A l’aide du texte et de l’émission écoutée dans l’introduction, remplissez en binôme le tableau suivant

|  |  |
| --- | --- |
| Les points positifs des CEF pour prendre en charge l’enfance délinquante | Les critiques et limites de ce placement |
|  |  |

B. Vers une réaffirmation récente des principes de l’ordonnance de 1945 ?

**Document 13. Les réformes de la justice des mineurs engagées depuis 2012**

Les textes qui l'ont modifiée ou complétée ont dans un premier temps renforcé l'esprit de l'ordonnance de 1945. Par la suite, ils ont **atténué la portée de ses principes** (excuse de minorité et primauté de l'éducatif). Le texte des lois s'est alors recentré sur le **délit**et la réponse – c'est-à-dire la **sanction**– à y apporter.

Par la suite, plusieurs lois portées par la ministre de la justice Christiane Taubira ont rétabli la portée de l'excuse de minorité et l'importance de l'éducatif. À partir de 2012, **la loi revient sur certaines dispositions**des textes qui ont le plus profondément modifié les principes de l'ordonnance de 1945. La rédaction d'un code de la justice pénale des mineurs est engagée :

* l'**excuse de minorité est rétablie** par l'abrogation des dispositions des lois qui l'avaient limitée (2014) ;
* les **tribunaux correctionnels pour mineurs sont supprimés** (2016) ;
* le jugement se fait désormais en **deux audiences sur la culpabilité du mineur puis sur la sanction,** entrecoupées d'une **période de mise à l'épreuve**(CJPM 2021) ;
* des mesures de [**justice restaurative**](https://www.justice.gouv.fr/le-ministere-de-la-justice-10017/quest-ce-que-la-justice-restaurative-29943.html) peuvent être mises en œuvre (2014 puis CJPM 2021) ;
* le **travail d'intérêt général** (TIG) a une place accrue (CJPM 2021).

Source : Vie publique.fr, « La justice pénale des mineurs face à la délinquance juvénile » <https://www.vie-publique.fr/eclairage/281587-la-justice-penale-des-mineurs-face-la-delinquance-juvenile>

**Document 14. L’ordonnance de 1945 remplacée par le nouveau code de la justice pénale des mineurs**

**1- Pourquoi cette réforme ?**

L’Ordonnance de 1945, le texte de référence en matière de justice pénale des mineurs, a été modifiée 40 fois depuis son entrée en vigueur. Devenue illisible, elle devait être remise à plat, tant pour les professionnels que pour les mineurs et leurs familles. Aujourd’hui, il faut 18 mois en moyenne pour qu’un jeune soit jugé et, le cas échéant, sanctionné. C’est trop long.**L’idée est de raccourcir ce délai pour indemniser les victimes plus rapidement et prendre des mesures éducatives plus adaptées pour le jeune.**

**2 - Ce que change la réforme**

**Un jugement rapide sur la culpabilité** :

* une présomption de discernement à partir de 13 ans (et une présomption de non discernement avant 13 ans)
* une déclaration de culpabilité en présence des parents dans les trois mois
* une décision sur l’indemnisation de la victime dans les trois mois

**Une action éducative  individualisée qui repose sur la cohérence du parcours du jeune et l’adaptabilité des réponses  éducatives :**

* une période de mise à l’épreuve éducative de six à neuf mois
* un même juge, un même avocat et un même éducateur pendant toute la procédure
* une mesure éducative judiciaire unique avec des modules insertion, placement, réparation, santé   ; des obligations et des interdictions

**Un jugement sur la sanction** **plus adapté et prenant en compte l’évolution globale du jeune** :

* un jugement sur la sanction en neuf à 12 mois
* une meilleure prise en compte de l’évolution et des capacités du mineur
* la possibilité pour le juge des enfants de prononcer des peines à vocation éducative (travaux d’intérêt général, stages)
* la possibilité d’un suivi éducatif pendant cinq ans, jusqu’à 21 ans

**3 - Ce qui ne change pas**

* l’âge de la majorité pénale à 18 ans
* l’atténuation de responsabilité : la sanction encourue est fonction de l’âge du mineur au moment des faits
* la spécialisation de la justice des mineurs**:** le juge des enfants conserve sa double compétence en assistance é ducative et pour juger les mineurs délinquants
* la priorité donnée à l’action éducative : une peine peut être prononcée par exception si la mesure éducative est insuffisante.

Source : <http://www.justice.gouv.fr/justice-des-mineurs-10042/le-code-de-la-justice-penale-des-mineurs-decrypte-34087.html>

**Q1**. Quelles sont les principales modifications apportées par le nouveau code la justice pénale des mineurs ?

Pourquoi une réforme ? Avec le temps, de nombreuses modifications ont été introduites, et depuis la promulgation de l’ordonnance en 1945, quarante à cinquante réformes sont intervenues, ce qui la rendait quasi illisible pour les professionnels et surtout pour les usagers. Il était donc vraiment nécessaire que l’on envisage une réécriture, une simplification et même un toilettage. Il y a par exemple des terminologies qui sont désuètes aujourd’hui : on parle toujours de relèvement moral, ou encore de l’admonestation, qui est une des mesures les plus prononcées par le juge des enfants mais qui n’est plus réellement compréhensible pour les mineurs, alors qu’il s’agit en réalité d’un simple avertissement.

Très bon article qui compare ce qui change pour le prof : https://www.village-justice.com/articles/justice-penale-des-mineurs-est-qui-change-reserve,40481.html

<https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/droit-et-justice/ce-que-va-changer-l-entree-en-vigueur-de-la-reforme-de-la-justice-des-mineurs-et-les-craintes-qu-elle-suscite_4788665.html>

**Document 15. Un Code contesté**

Dès l'été, le projet avait déjà fait grincer des dents du côté du Syndicat national des personnels de l'éducation et du social - Protection judiciaire de la jeunesse/Fédération syndicale unitaire (SNPES-PJJ/FSU) qui a pris une résolution d'action durant son 49e Congrès. Le code est critiqué en ces termes : « En définitive, aux antipodes du préambule de l'ordonnance de 1945, ce code de justice pénale des mineurs entérinerait le fait que “la France serait suffisamment riche d'enfants pour qu'elle ait le droit de négliger tout ce qui peut en faire des êtres sains” ». Est dénoncé un code qui confondrait « rapidité et efficacité » et traduirait « une profonde méconnaissance et un profond mépris du travail éducatif pratiqué à la PJJ ». Vito Fortunato, le co-secrétaire national du syndicat et éducateur explique en ces termes, sans doute inspirés d'Howard Becker, à l'occasion d'une table ronde à la Fête de l'Humanité : « on répondra uniquement à l'acte, de manière comportementaliste et on ne répondra pas à ce qui a fondé lentement le processus qui a fait que le jeune, à un moment donné, pose un acte en dehors de la loi ».

Lucile Rouet, juge des enfants et secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature, également présente acquiesce, dénonçant le fait que la culpabilité passera avant l'éducatif et constatant l'émergence « d'un paradigme complètement nouveau : on ne va plus suivre un mineur pour essayer de l'accompagner par rapport au passage à l'acte, pour voir ce qu'il a compris ou pas, pour le voir évoluer, on va tout de suite dire qu'il est coupable ou pas et s'il est coupable le suivre. Cela change tout. ». Au-delà de la dénonciation, c'est même une forme d'incompréhension qu'elle affiche à propos de la formule « mise à l'épreuve éducative », qui associe « des termes contradictoires qui ne vont pas ensemble : soit on est sur une mise à l'épreuve, soit on est sur un accompagnement éducatif, mais on ne peut pas faire les deux en même temps ».

Elle critique aussi l'objectif de rapidité pour juger efficacement et les délais stricts posés dans le texte : « c'est se tromper par rapport à l'évolution des mineurs qui ont besoin de temps pour comprendre : veut-on qu'un mineur voie quelqu'un dans un délai de trois mois et qu'ensuite il recommence parce qu'il n'a rien compris ? Le juge ne pourra pas s'adapter ». « La relation de confiance se construit pas à pas, doucement, pas en six mois » ajoute Vito Fortunato qui vise la relation du jeune aussi bien avec le magistrat qu'avec l'éducateur.

Source : Affiches parisiennes, « Eduquer ou punir ? Le code de la justice pénale des mineurs en question », Publié le 27 septembre 2019 : https://www.affiches-parisiennes.com/eduquer-ou-punir-le-code-de-la-justice-penale-des-mineurs-en-question-9378.html

**Document 16. Les critiques suscitées**

*Il est donc question de temps, avec toujours pour enjeu de trouver les moyens d’accélérer les procédures afin de désengorger les juridictions. Que pensez-vous alors de ces délais (trois mois pour juger sur la culpabilité, neufs mois pour juger de la peine avec entre ces deux temps l’amorce d’un travail éducatif) préconisés par le texte de la réforme ?*

On aurait certainement dû prévoir des délais plus longs, déjà pour les trois premiers mois, puisque cela nécessite d’avoir des éléments sur la personnalité, éléments qui sont forcément  nécessaires pour se prononcer sur la responsabilité d’un mineur en retenant ou non son discernement, avant  de dire s’il coupable ou pas. Une simple expertise psychologique ou psychiatrique va en général au-delà de ce délai de trois mois. Une mesure judiciaire d’investigation éducative est prévue sur six mois. On va en conséquence demander à tous ces services, à tous ces professionnels, d’aller plus vite. Les psychiatres et les psychologues ne le feront pas, il ne faut pas être dupe. Quant aux services éducatifs ils essaieront, mais il y aura un engorgement. Ou alors ils le feront de manière raccourcie et pas forcément idéale. Ou bien ils n’y arriveront tout simplement pas et on mettra en place des mesures rapides comme on sait le faire, sans pluridisciplinarité, sans faire les investigations telles qu’on les fait aujourd’hui. Donc ces trois mois déjà sont insuffisants concernant la culpabilité.

Quant aux six mois, ils peuvent être prolongés jusqu’à neuf mois, mais la problématique est la même. On sait que pour prendre réellement la mesure de la personnalité d’un jeune, il faut le rencontrer plusieurs fois, il faut entrer dans son environnement proche, dans sa famille, dans ses milieux de fréquentation, tout ça avant que des équipes pluridisciplinaires n’interviennent pour effectuer un bilan complet. On sait donc que le pari de faire tout cela en six mois sera difficilement tenable.

Certes, il n’y a pas de sanction prévue si l’on ne tient pas ces délais, c’est vrai. Serait-ce donc un simple affichage ?

Source : RÉFORME DE LA JUSTICE DES MINEURS : INTERVIEW DE JOSIANE BIGOT : https://www.themis.asso.fr/reforme-de-la-justice-des-mineurs-interview-de-josiane-bigot/

**Q1**. Quelle sont les critiques formulées par les magistrats interrogés sur les dernières réformes de la justice des mineurs ?

Activité finale

|  |
| --- |
| **Par groupe de 3 ou 4, vous produirez une note en tant que conseillers pour le Ministère de la justice dans laquelle vous présentez une mesure pour prendre en charge et lutter contre la délinquance juvénile.**  **Pour cela, il faudra vous appuyer sur les documents du cours, détailler votre mesure et être capable de la présenter à la classe à l’aide d’un support visuel (sur CANVA).** |